

Le Monceau
1 rue Jean Novel
69100 VILLEURBANNE
Métro Charpennes
Tél. : 04 78 94 77 50
contact@actiexpert.fr
www.actiexpert.fr

ASSOCIATION SAINT PAUL

12 rue Albert Thomas
42300 ROANNE

SIREN : 776 345 506

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31/08/2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nos appréciations les plus importantes, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 2 janvier 2024

Le Commissaire aux comptes
ACTIEXPERT,

Représenté par Raphael WALLUT



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2023	Net au 31/08/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 839	23 839		
Immobilisations corporelles	10 203 045	6 159 480	4 043 566	4 322 850
Immobilisations financières	2 322		2 322	2 322
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 229 207	6 183 319	4 045 888	4 325 172
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	45 117	31 665	13 452	14 335
Autres	519 770		519 770	530 454
Valeurs mobilières de placement	308 901		308 901	303 321
Disponibilités (autres que caisse)	1 116 842		1 116 842	976 960
Caisse	309		309	578
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 990 940	31 665	1 959 274	1 825 648
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	13 266		13 266	15 462
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	13 266		13 266	15 462
TOTAL GENERAL	12 233 412	6 214 984	6 018 428	6 166 282
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/08/2023	au 31/08/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	547 926	547 926
Ecart de réévaluation		
Réserves	222 715	222 715
Résultat de l'exercice	29 652	28 253
Report à nouveau	2 047 594	2 019 340
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	2 847 887	2 818 234
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement	669 964	653 070
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	3 517 850	3 471 304
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	98 393	91 222
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	1 935 621	2 098 204
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		1 008
Fournisseurs et comptes rattachés	97 710	97 942
Autres	311 707	315 505
TOTAL DETTES	2 345 038	2 512 660
Produits constatés d'avance	57 146	91 096
TOTAL GENERAL	6 018 428	6 166 282
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 641 488	
Dont à moins d'un an (a)	760 697	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	18 563	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/09/22 au 31/08/23 12 mois	du 01/09/21 au 31/08/22 12 mois
Ventes de marchandises		
Production vendue	3 203 958	3 049 198
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises et Transferts de charge	8 958	29 135
Cotisations		
Autres produits	141 649	118 941
Produits d'exploitation	3 354 565	3 197 274
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières		
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	1 385 568	1 261 981
Impôts et taxes	118 495	115 481
Salaires et Traitements	1 092 569	1 059 397
Charges sociales	321 111	303 256
Amortissements et provisions	404 265	415 160
Autres charges	1 224	5 909
Charges d'exploitation	3 323 232	3 161 184
RESULTAT D'EXPLOITATION	31 333	36 090
Opérations faites en commun		
Produits financiers	11 023	8 994
Charges financières	23 678	25 424
Résultat financier	-12 654	-16 430
RESULTAT COURANT	18 678	19 660
Produits exceptionnels	14 897	9 174
Charges exceptionnelles	3 924	580
Résultat exceptionnel	10 974	8 593
Impôts sur les bénéfices		
Report des ressources non utilisées		
Engagements à réaliser		
EXCEDENT OU DEFICIT	29 652	28 253
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature	4 355	4 185
Total des produits	4 355	4 185
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole	4 355	4 185
Total des charges	4 355	4 185

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :

SAINT PAUL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023, dont le total est de 6 018 428 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 29 652 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'activité

L'association "Institution Saint Paul" est une association créée en 1901. Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. L'association est un établissement d'enseignement général (maternel, primaire, collège et lycée).

L'institution scolaire Saint-Paul est un établissement catholique d'enseignement sous tutelle diocésaine de Lyon, associé à l'Etat par contrat. L'insitution Saint Paul participe au service public d'éducation dans l'esprit de la loi Debré du 31 Décembre 1959.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.08.2023 ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 8 à 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Au 31.08.2023, elles s'élèvent à 98 393 Euros et sont constituées uniquement des indemnités de départ à la retraite.

Indemnités de départ à la retraite

* Indemnités de départ à la retraite : 98 393 Euros au 31.08.2023 (montant net de la valeur du contrat souscrit).

Le montant comptabilisé est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

Ce montant est couvert partiellement par un contrat souscrit auprès de Arial CNP Assurance. La valeur du contrat au 31.08.2023 s'élève à 15 258 Euros.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Méthode de calcul choisie : rétrospective
- Table de mortalité : INSEE 2022
- Taux de progression des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation : 3 %
- Convention collective : Salariés de l'Enseignement Privé Septembre 2015
- Age conventionnel de départ : 62 ans
- Condition de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- Taux moyen de charges sociales patronales : 50 %

Contributions de l'Etat et des collectivités locales

Dans le compte de fonctionnement, les contributions de l'Etat et des collectivités locales ne sont pas classées en subventions mais en contributions, au même titre que les contributions des familles.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9 899 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires TTC au titre du contrôle légal des comptes : 9 899 Euros,
- honoraires TTC au titre des conseils et prestations de services entrant dans les services autres que la certification des comptes, tels qu'ils sont définis par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros.

Autres informations

- * Evènements significatifs intervenus postérieurement à la clôture de l'exercice :
 - Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.
- * Effectif :
 - Effectif présent (personnel OGEC) au 31.08.2023 : 39.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	23 839			23 839
Immobilisations incorporelles	23 839			23 839
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	3 102 078			3 102 078
- Constructions sur sol d'autrui	1 283 874			1 283 874
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	411 663			411 663
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	230 287			230 287
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 747 308	81 746		3 829 054
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 296 406	49 682		1 346 088
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	35 384		35 384	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 107 001	131 428	35 384	10 203 045
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 322			2 322
Immobilisations financières	2 322			2 322
ACTIF IMMOBILISE	10 133 163	131 428	35 384	10 229 207

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	23 839			23 839
Immobilisations incorporelles	23 839			23 839
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 150 826	131 179		1 282 005
- Constructions sur sol d'autrui	123 501	63 906		187 407
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	201 449	12 470		213 919
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	230 287			230 287
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 009 123	119 192		3 128 315
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 068 966	48 581		1 117 547
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 784 151	375 328		6 159 480
ACTIF IMMOBILISE	5 807 990	375 328		6 183 319

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 580 475 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 322		2 322
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	45 117	45 117	
Autres	519 770	519 770	
Charges constatées d'avance	13 266	13 266	
Total	580 475	578 153	2 322
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avoirs à recevoir	34 406
Etat Produits à Recevoir	15 023
Divers Produits A Recevoir	429 422
Banques produits à recevoir	2 519
Total	481 370

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	18 858	12 807		31 665
Total	18 858	12 807		31 665
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		12 807		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	547 926				547 926
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	222 715				222 715
Report à Nouveau	2 019 340		28 253		2 047 594
Excédent ou déficit de l'exercice	28 253	-28 253	29 652		29 652
Situation nette	2 818 234	-28 253	57 906		2 847 887
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	653 070		16 894		669 964
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	3 471 304	-28 253	74 799		3 517 850

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	91 222	16 441	9 270		98 393
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	91 222	16 441	9 270		98 393
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		16 129	8 958		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 402 185 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	18 563	18 563		
- à plus de 1 an à l'origine	1 917 058	275 570	1 079 907	561 581
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 710	97 710		
Dettes fiscales et sociales	129 562	129 562		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 983	14 983		
Autres dettes (**)	167 162	167 162		
Produits constatés d'avance	57 146	57 146		
Total	2 402 185	760 697	1 079 907	561 581
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	90 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	271 147			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn. Fact. Non Parvenues	34 334
Autres Charges A Payer	26 980
Org. sociaux CAP	16 004
Total	77 319

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges Constatées D Avance	13 266		
Total	13 266		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod. constatés d avance	24 828		
Taxes Apprentissage A Affecter	32 318		
Total	57 146		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Caution solidaire de La Livatte</i>	382 729
Avals et cautions	382 729
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	382 729

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	4 355	4 185
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	4 355	4 185
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	4 355	4 185
Total	4 355	4 185